

1

# AFGHANISTAN

## Que transmettre de cette conflictualité contemporaine ?

2

### Pourquoi une intervention en Afghanistan ?

A la suite de leur prise de pouvoir, les Talibans autorisent Oussama Ben Laden et son organisation, Al Qaida, à installer des camps d'entraînement en Afghanistan. Le 11 septembre 2001, Al Qaida détourne 4 avions aux États-Unis et parvient à assassiner près de 3000 personnes en frappant les tours jumelles et le Pentagone. Les États-Unis exigent des Talibans qu'ils leur livrent Oussama Ben Laden. Les Talibans refusent et, le 16 octobre 2001, l'armée américaine entre en Afghanistan. C'est le début de l'Opération Enduring Freedom (Liberté Immuable en français).

Les troupes américaines et celles de l'Alliance du Nord, composée de différents groupes de moudjahidines, réussissent en quelques semaines à s'imposer et les Talibans quittent Kaboul le 13 novembre 2001. Un gouvernement provisoire dirigé par Hamid Karzaï est mis en place par les américains, puis celui-ci devient président de l'Afghanistan lors des premières élections en 2004. Le pays connaît une certaine stabilisation, mais l'insécurité règne dans des zones que le gouvernement Karzaï n'arrive pas à contrôler. A partir de 2006, on assiste d'ailleurs à un retour en force des Talibans.

3

**LES ETATS-UNIS**

Au moment des attentats du 11 septembre, les EU ne sont pas préparés pour répondre aux « États faillis » et au terrorisme. Ils doivent donc très vite élaborer une stratégie pour l’Afghanistan, fondée sur le contre terrorisme dans le but de détruire les bases d’Al-Qaida. Sa stratégie consiste à fournir des fonds et des armes aux commandants afghans sur leur terrain, essentiellement au Front islamique uni pour le salut de l’Afghanistan (ou Alliance du Nord), constitué essentielle de Tadjiks, Ouzbeks et Hazares originaires du nord, de l’ouest et du centre, au contraire des groupes du sud et de l’est pachtounes proches des Talibans.

La campagne des EU débute le 07 octobre 2001 par une série de bombardements et le 16 ils entrent dans le pays. Mais aucun travail de planification n’a été prévu quant à l’avenir post taliban.

Aussi les EU sont contraints de demander à l’ONU d’aider à la transition politique et à la reconstruction de l’Afghanistan.

4

**L’ONU**

L’accord de Bonn de novembre 2001 est signé sous l’égide de l’ONU. Il contient une requête portant sur le déploiement d’une Force internationale d’assistance à la sécurité (FIAS) mandaté par le Conseil de Sécurité pour assurer la sécurité de Kaboul puis des provinces. De même, il prévoit une réorganisation des forces armées afghanes sous le commandement du gouvernement afghan.

Mais les talibans, qui n’ont pas été conviés à Bonn bien que n’étant pas un mouvement terroriste international, ne sont pas non plus

associés au processus de paix et subissent à la même époque le système de détention illégale mis en place par les EU.

## 5

Enfin, l'ONU est mal structurée pour répondre à la menace intégrée et transnationale. Le rôle de la MANUA (Mission d'Assistance des NU en Afghanistan) est de superviser la mise en œuvre du traité de Bonn et d'assister l'acheminement de l'aide humanitaire. À partir de 2006 elle étend sa présence dans les provinces. Mais en 2010, Le CSNU a recentré l'action de la MANUA sur les priorités politiques : mission de bons offices, suivi des élections et du processus de paix, promotion de la coopération régionale. Ces axes ont été confirmés en 2012 par le renouvellement pour un an du mandat de la MANUA.

## 6

### L'OTAN

L'intervention en Afghanistan est lancée par les États-Unis avec l'accord de l'ONU. D'autres pays s'y joignent par la suite, dont la France, formant ce qu'on appellera la coalition.

En 2003, la FIAS (Force Internationale d'Assistance et de Sécurité) composante militaire de la coalition passe sous commandement de l'OTAN. La force de contre insurrection est censée être composée à 20% de dispositifs militaires et à 80% de dispositifs civils, mais en fait les proportions sont inverses. L'objectif premier de l'OTAN en Afghanistan est d'aider les autorités afghanes à assurer la sécurité dans tout le pays et de veiller à ce qu'il ne puisse plus redevenir un sanctuaire pour les terroristes. En juillet 2012, des soldats de cinquante pays (plus de 100 000 personnes) étaient affectés à la

mission. Parmi eux, 22 pays partenaires de l'OTAN à travers le monde opérant aux côtés des 28 pays de l'Alliance. Lancé en 2011, le processus de transition vers la prise en charge par les Afghans de la pleine responsabilité de la sécurité devrait se terminer fin 2014, lorsque la mission de la FIAS arrivera à son terme.

## 7

### **L'UNION EUROPEENNE**

L'Afghanistan est le pays en Asie qui bénéficie de la plus importante aide de l'Union européenne (gouvernance, développement rural et police principalement). L'UE s'est engagée dans un « accord de coopération en matière de partenariat et de développement » avec l'Afghanistan. Elle déploie, depuis, une mission (EUPOL-Afghanistan) pour appuyer l'encadrement et la formation de la police afghane. Ces actions sont complétées par le déploiement, proposé par la France en 2009, de la Force de gendarmerie européenne (FGE) dans le cadre de la mission de formation de l'OTAN. Une large partie des 150 gendarmes français qui étaient présents en Afghanistan est déployée au sein de la FGE. La mission de l'Union Européenne (EUPOL) est prévue jusque fin 2014 et au-delà, l'engagement de l'UE pour des actions en matière de police et de soutien à l'État de droit devrait se poursuivre.

## 8

Au final, on constate que l'effort international est complexe : Etats-Unis, ONU, OTAN, UE, auxquels s'ajoutent divers donateurs et pays contributeurs de troupes. L'aide civile internationale engagée en faveur de l'Afghanistan s'élève à 40 milliards d'euros depuis 2001.

9

**L'ANA**

L'un des objectifs de la coalition est de former l'Armée Nationale Afghane (ANA) et de lui permettre d'assurer par elle-même la sécurité du pays. Elle est composée de plus de 140 000 hommes. Mais c'est une armée multiethnique, majoritairement tadjik. Ceci pose des problèmes de compréhension avec les pachtounes lors d'interventions dans le sud.

Nombre de recrues désertent en raison de salaires bas, de conditions de vie difficiles et de risques croissants. De plus les pachtounes hésitent à s'y engager par crainte des représailles que pourraient exercer sur eux les Talibans, eux-mêmes pachtounes.

10

**LA CONTRE-INSURRECTION**

Contrairement à la guerre conventionnelle qui oppose deux armées organisées et bien identifiées, la contre-insurrection (COIN) met en jeu un ennemi fuyant et intégré dans la population. C'est le cas du conflit Afghan.

La doctrine de contre-insurrection cherche à atteindre trois buts :

1. la légitimation de l'action (convaincre l'opinion, aide directe à la population et dans la construction de routes, ponts, dispensaires, écoles, terrains de sport, etc.),
2. l'adaptation au contexte local : l'armée doit agir dans le respect des traditions du pays
3. la marginalisation de l'ennemi en l'isolant de la population dans laquelle il se cache.

Mais l'efficacité de cette doctrine de contre-insurrection a été mise en doute. Le général Desportes déclarait par exemple en 2010 que la contre-insurrection ne semblait pas fonctionner et que « la situation n'a jamais été pire ». En effet le nombre de soldats tués a augmenté, notamment à partir de la mi-2009, et les Talibans se montraient de

plus en plus actifs. De son côté, fin 2010, le gouvernement américain déclarait vouloir revenir en partie aux anciennes méthodes : tuer et capturer les ennemis.

11

**LA PRESENCE FRANCAISE**

12

**L'opinion française**

Les responsables politiques et les médias ont été majoritairement favorables à l'intervention en Afghanistan. L'Assemblée nationale a voté initialement l'envoi des troupes françaises et a renouvelé récemment son accord. Les médias s'inquiètent de l'enlisement de la guerre, mais ne contestent guère son bien-fondé. Les justifications avancées sont, principalement, le sort des populations, notamment des femmes afghanes, et la sécurité de l'Occident, menacé par les terroristes d'Al Qaida, alliés des Talibans. En revanche, d'après un sondage de l'IFOP, réalisé en 2010 pour le journal "l'Humanité", 70% des Français seraient opposés à l'intervention militaire française en Afghanistan.

13

**La menace terroriste sur l'Occident**

La principale raison avancée pour justifier l'engagement français en Afghanistan est celle du terrorisme : les Talibans protègent des bases d'Al Qaida qui menacent l'occident. Toutefois, certains font remarquer que les explications des autorités sur le sujet restent vagues. Une opinion répandue est que la raison de l'engagement de la France est politique : la France doit soutenir ses alliés de l'OTAN. Ce qui n'empêche pas certains, dont le général français Vincent Desportes d'affirmer que cette guerre était avant tout une guerre américaine.

## 14

### Les effectifs

Le déploiement de l'armée française dans un pays étranger est une OPEX (Opération Extérieure). L'OPEX d'Afghanistan a impliqué jusqu'à 3600 soldats qui opéraient sur le territoire afghan, mais aussi depuis Douchambé (avions de transport) et la mer d'Oman (ravitaillement).

## 15

La Task Force La Fayette (TFLF) avait pour zone d'opération le district de Surobi et la province de Kapisa, à l'est et au nord-est de Kaboul, où elle assurait une triple mission :

## 16

1. Sécuriser les districts de la vallée de Tagab, zone qui concentre les activités agricoles et humaines de la province.
2. Assurer la protection de la route d'approvisionnement (l'axe Vermont) qui rejoint la base aérienne de Bagram (nord de Kaboul) et la route (l'autoroute n° 7) qui relie l'Afghanistan au Pakistan.
3. Soutenir les troupes afghanes en vue du transfert de la responsabilité de la province.

## 17

Il s'agissait majoritairement de compagnies de combat de l'armée de terre (bataillons de chasseurs alpins, régiments d'infanterie de marine et des régiments étrangers d'infanterie ou de parachutistes de la Légion étrangère). On a compté également des détachements de tous les corps de l'armée : des forces spéciales au service de santé des armées. Une partie de ces effectifs est regroupée au sein des Équipes de Liaison et de Tutorat Opérationnel (OMLT) avec pour mission d'entraîner l'armée afghane, dans le cadre de l'opération Epidote, comme dans la vallée d'Uzbeen, où dix militaires français ont péri en août 2008.



**18**

En janvier 2012, Nicolas Sarkozy annonce le rapatriement des troupes françaises combattantes pour la fin de 2013, soit une année plus tôt que le terme de la fin 2014 jusque-là retenu par l'OTAN. Mais François Hollande accélère le processus en décidant que la totalité des forces seront retirées d'Afghanistan avant la fin de l'année 2012. Ainsi, en novembre 2012, les 400 derniers combattants de la Task Force La Fayette ont quitté les dernières zones où elle était encore présente dans la province de Kapisa et dans le district de Surobi, concentrant ainsi la quasi-totalité des soldats français sur Kaboul. Ils ne sont plus que 1500 militaires sur le territoire afghan au 22 février 2013, chargés de terminer la manœuvre logistique de désengagement des matériels français (soit 600 véhicules et 600 containers), de la formation des forces de sécurité afghanes, du commandement de l'aéroport international de Kaboul et du soutien santé à l'hôpital militaire de Kaboul.

**19**

A ce jour, plus de 70% du matériel est désengagé (ainsi, le 11 février 2013, le ministère de la Défense a cédé gratuitement 600 paires de chaussures « zone chaude » aux forces armées tadjikes... !) et les rotations se poursuivent par voie aérienne ou multimodales, sur route et voies maritimes à partir des ports du Golfe persique. Le désengagement devrait se terminer durant l'été 2013. Seuls 500 soldats resteront ensuite, et pour un nombre d'année à déterminer, pour des programmes de formation ou de coopération.

**20**

L'armée française dit laisser derrière elle un territoire relativement apaisé, ce que confirme l'armée afghane, même si aucun chiffre n'a été avancé pour valider cette thèse et même si les incidents armés n'ont pas cessé dans certains districts de Kapisa.

**21**

La Kapisa est non seulement frontalière des zones tribales du Pakistan mais c'est encore et surtout un point d'accès stratégique à Kaboul comme à l'immense base militaire américaine de Bagram. Et des

cultures de pavot s'épanouissent dans ces hautes vallées... S'y retrouvent donc insurgés, barbouzes pakistanaises et trafiquants. Autant de combattants qui sont sur leur terrain et n'ont jamais été pris en défaut d'ingéniosité dès qu'il s'agit de chasser «l'étranger» de leurs affaires. A fortiori lorsque de l'autre côté de la frontière, quelqu'un est là pour payer quelques centaines de dollars l'embuscade.

Les forces combattantes ont donc été très exposées. Mais les OMLT, en contact permanent avec les éléments de l'ANA et la population, ont aussi payé un lourd tribut au conflit.

## 22

### Les pertes

A ce jour, il faut malheureusement dénombrer 88 victimes de ce conflit parmi les forces armées françaises.

17 d'entre eux ne sont pas morts à la suite d'actes hostiles en lien direct avec les ennemis (accidents de la route, suicides, noyades...).

Le premier décès ne se produit qu'en août 2004 et c'est, hélas, à partir de septembre 2005 que commence la longue série des combattants morts au cours d'hostilités (mines, armes légères, attaques suicides, engins explosifs artisanaux...). L'année la plus meurtrière a été 2011 avec 26 décès et tout le monde se souvient des 10 morts du 18 août de cette année là.

## 23

Ces chiffres sont à comparer avec ceux de la Grande-Bretagne (440) et surtout avec les pertes étatsuniennes qui s'élèvent aujourd'hui à 2189 morts. Source : <http://icasualties.org/>

## 24

Avec 88 morts, l'Afghanistan se place à la quatrième place des théâtres d'opération français les plus meurtriers depuis 1962 (Tchad, Liban, ex-Yougoslavie).

## 25

### **Honorer et commémorer**

Nicolas Sarkozy voulait commémorer "tous les morts pour la France" les 11 novembre.

L'ancien président de la République annonçait lors des cérémonies du 11 novembre 2011 sa volonté de faire déposer un projet de loi faisant du 11 novembre "la date de commémoration de la Grande guerre et de tous les morts pour la France", pour renouveler les cérémonies après la mort des derniers poilus et il affirmait que le gouvernement apporterait "son soutien à la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'inscription sur les monuments aux morts des noms des morts pour la France" en évoquant notamment "tous les morts en opérations extérieures". "Ceux qui sont tombés en Indochine, à Suez, en Afrique du nord, mais aussi dans les Balkans, au Moyen Orient, au Tchad, en Côte d'ivoire, en Afghanistan, ont droit au respect et aux honneurs que la Nation réserve à ceux qui ont fait pour elle le sacrifice de leur vie", a-t-il affirmé.

## 26

Il insistait ce jour là sur les 24 morts de l'année en Afghanistan en ravivant la flamme sur la tombe du soldat inconnu entouré de quatre enfants de militaires tués cette année là dans ce pays. "Nous ne devons pas simplement commémorer, nous devons communier", précisait-il.

## 27

Finalement, cette loi de 2 articles est promulguée le 28 février 2012. Elle précise que cet hommage ne se substituera pas aux autres journées de commémoration nationales et les modalités d'inscription du nom des « morts pour la France » sur les monuments aux morts communaux.

## 28

C'est ainsi que le 11 novembre 2012, le président François Hollande a rendu pour la première fois hommage à la fois aux morts de la Grande Guerre et "à tous les morts pour la France », entouré de deux enfants

de soldats tués au combat en Afghanistan. « Mort pour la France », c'est la formule, autrefois appliquée aux morts de la grande guerre, qui a retenti à la suite de l'appel des noms des 13 soldats tombés en Afghanistan en 2012.

## 29

### 14 ou toutes les guerres ?

Faut-il associer dans la commémoration du 11 novembre la fin de la guerre 14-18 et ses millions de morts avec l'hommage que méritent tous les soldats morts en OPEX ? Des conflits qui sont de natures bien différentes : d'un côté, une guerre sur le territoire national, avec une hécatombe de soldats-citoyens et de l'autre un conflit extérieur mené par des soldats professionnels.

## 30

Mais du haut de ses 14 ans, la fille de l'adjudant chef Denis Estin, mort en Afghanistan, n'hésitait pas à déclarer devant une caméra de télévision « *mon papa c'est mon héros. Et tous les hommes tombés pour la France sont mes héros* ». Finalement, il est peut-être dans cette phrase, dans cette émotion, le lien entre le passé et le présent, entre tous ces soldats morts en accomplissant leur devoir pour la France.

### 31

Alors, faut-il commémorer le conflit en Afghanistan en tant qu'évènement ?

Faut-il commémorer la mort de soldats français dans une OPEX parmi d'autres ?

Ou faut-il essayer de se souvenir de ses soldats qui ont choisi de porter au loin des valeurs, celles de la France, en acceptant le prix à payer pour elles ?

Certainement les trois.

### 32

<http://www.diplomatie.gouv.fr>  
<http://www.france-amerique.com>  
<http://www.vie-publique.fr>